

ECHOS

DU PAYS

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité N° 315 du 25 Jan. 2018

PRIX : 250 F CFA

**Démarrage ce jeudi
des journées
de promotion
du civisme
fiscal de l'OTR** ^{P.3}

Université de Lomé :

Encore des échauffourées ^{P.3}
entre policiers et étudiants

Crise politique :

Des syndicats interpellent les protagonistes



Les représentants des quatre centrales syndicales

Politique :

**Les Sages UNIR se réorganisent
autour de Faure Gnassingbé** ^{P.5}

L'AFD, l'UE et l'Allemagne ^{P.5}
**financent le Togo à hauteur
d'environ 38 milliards de FCFA**

Liberia :

**Weah désormais
face aux défis** ^{P.7}

Distribution de moustiquaires : Les districts du Golfe et d'Agoènyivé servis

C'est hier mercredi qu'ont pris fin les opérations de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticides aux populations de la préfecture du Golfe, notamment celles des cantons de d'Aflao-Gakli, de Sagbado, de Baguida et des cantons de Zanguera, de Legbassito, de Togblékopé, d'Agoè-Nyivé et de Vakpossito de la nouvelle préfecture d'Agoè-Nyivé. Pendant cinq jours les populations de ces districts sanitaires ont eu de quoi se servir en guise de prévention contre le paludisme.



Munies de leurs coupons distribués lors de la phase de dénombrement, les populations se sont rendues sur les différents sites de distribution qui leur avaient été indiqués. Cette phase de distribution faite suite à la campagne qui s'est déroulée en septembre dernier sur toute l'étendue du territoire national en dehors de Lomé Commune et la Préfecture du Golfe et d'Agoènyivé. Cette campagne vise à contribuer à l'amélioration de la santé de la population par le maintien des avancées de la couverture universelle en MILDA.

En matière de lutte contre les piqûres de moustiques qui causent le paludisme, la manière la plus répandue et la plus efficace de prévenir l'infection est de dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide.

C'est depuis 2011 que le Gouvernement togolais organise avec le soutien de

ses partenaires, des campagnes nationales de distribution gratuite de Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA). A ces campagnes s'ajoute la prise en charge gratuite des cas de paludisme simple pour toute la population depuis 2013, sans oublier la mise en œuvre de la Chimio Prévention du paludisme Saisonnier (CPS) chez les enfants de moins de 5 ans notamment dans les régions des Savanes, de la Kara et Centrale.

Les différents efforts ont permis à ce qu'au moins 60 % des ménages dorment aujourd'hui sous moustiquaires. L'incidence de la maladie a régressé de près de 20 % entre 2010 et 2015 avec une réduction du taux de mortalité de 40 % chez les enfants de moins de 5 ans.

Au Togo, le Rapport mondial 2016 (OMS) sur le paludisme indique qu'entre 2000 et 2015, l'incidence a régressé de 20

à 40 %. La mortalité a également régressé de plus de 40 %. En outre, la prévalence parasitaire nationale chez les enfants de 6-59 mois a régressé de 62,2% en 2004 à 36,2% en 2013. L'ambition du Gouvernement est de faire en sorte que le paludisme ne soit plus un problème de santé publique d'ici 2030. Le souci, c'est également de maintenir les avancées de la couverture universelle selon le cycle

de renouvellement de 03 ans recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Le paludisme demeure en effet malgré les efforts, un réel problème de santé publique. La maladie sévit encore et fait des victimes surtout chez les enfants dans de nombreux pays en Afri-

que notamment. Le rapport 2016 de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) indique par exemple que 92% des décès dus au paludisme sont survenus dans la région africaine et 70% de ces décès ont été observés chez les enfants de moins de cinq (05) ans pour le compte de l'an-

née 2015, ce qui fait de cette maladie, la cause majeure de décès chez les enfants toutes les deux (02) minutes. Les populations sont donc appelées à faire effectivement usage des moustiquaires reçues pour se prévenir contre la maladie.

David SOKLOU

Quelques mesures d'hygiène contre le Virus de Lassa

Depuis le début de ce mois de janvier, une épidémie de la fièvre hémorragique à virus Lassa sévit au Bénin voisin depuis où le virus a déjà fait quatre morts selon les informations. A la suite cette alerte, le Togo qui connaît souvent des cas de ce virus notamment dans la région des savanes, a pris un certain nombre de mesures préventives notamment du renforcement de la surveillance transfrontalière et communautaire, le renforcement de la sensibilisation des populations, renforcement de la surveillance épidémiologique, échanges d'informations avec les pays frontaliers, la réactivation des centres des opérations des urgences de santé publique entre autres.

Le principal vecteur de

la maladie à virus Lassa est le rat dont les urines ou les excréments peuvent contaminer des aliments ou des articles ménagers, même si le virus peut aussi se transmettre d'homme à homme aussi par contact direct avec le sang, l'urine, les excréments, les vomissements ou autres sécrétions biologiques d'une personne malade.

La prévention de la fièvre de Lassa passe par la promotion d'une bonne «hygiène communautaire» afin d'éviter que les rongeurs ne pénètrent dans les habitations. La fièvre à virus de Lassa peut être aussi évitée en adoptant les mesures simples : se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon, ne pas toucher, ni transporter le corps des personnes mortes de fièvre de Lassa

ou de causes inconnues, éviter que les rongeurs pénètrent dans les habitations, conserver les céréales et plus généralement des denrées alimentaires dans des contenants résistants aux rongeurs, éliminer les ordures loin des habitations, maintenir la propreté à l'intérieur des habitations, éviter la consommation et la manipulation des rongeurs, éviter tout contact avec le sang et autres liquides biologiques d'un malade, et informer le centre de santé le plus proche devant toute personne présentant les signes de la maladie (fièvre, maux de tête, maux de gorge, toux, nausées, vomissements, diarrhée, douleurs musculaires, douleurs thoraciques ou encore des saignements).

TOUR DE GARDE DES PHARMACIES DU 22 au 29 Janv. 2018

JEANNE D'ARC	Près de Marox-Renault-Star	22 22 08 01
BON PASTEUR	38, Av. Libération	22 21 13 67
OCEANE	Rue OCAM	22 22 62 77
PORT	Face Hôtel Sarakawa	22 27 61 88
ECLAIR	Bè Ahligo, près du Marché	22 22 75 11
ADJOLOLO	58, Rue Franz Joseph STRAUSS	22 21 05 13
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
GBOSSIME	Face Marché Gbossimé	22 22 50 50
SOURCE DE VIE	Face Collège Protestant	22 22 45 71
ST PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER	Face Garage Central Administratif	22 26 11 77
HEDZRANAWÉ	Marché HEDZRANAWÉ	22 26 49 61
NOTRE DAME	Hedzranawoe, face piscine Atlantide	22 42 74 04
KOUESSAN	En face du stade de Kegué	23 20 04 57
FIDELIA	Bè-Kpota, près de l'hôtel «Le Referentiel»	22 71 95 95
SARAH	Près du centre de santé d'Adakpamé	22 27 09 25
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Face Lycée Technique Adidogomé	22 51 75 75
HOSANNA	Carrefour Sagbado-Adidogomé	22 51 50 49
JAHNAP	A côté de l'EPP Gakli, Djidjolé-Gakli	22 51 22 86
SOLIDARITE	Près de la Station Total Totsi	22 50 37 07
ENOULI	Station d'Agbalepedogan	22 25 90 68
ORCHIDEE	LEO 2000	22 47 42 87
APOLLON	Non loin du carrefour des hirondelles - Avédji	22 31 01 07
LA GRÂCE	A côté de la Station SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
TAKOE	Avant la station CAP ESSO de Zongo	22 34 03 42
VITAS	Située à Agoè Assiyéyé du côté ouest	22 25 63 43
SATIS	Près du C.E.G. Koshigan à agoè-logopé	22 50 30 55
HYGEA	Face Lycée publique de Baguida	22 27 36 36
LE DESTIN	A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida	22 41 15 41

NUMÉROS UTILES

CHU Tokoin	22 21 25 01
CHU Campus	22 25 77 68
Commissariat Central	22 25 47 39
Sûreté Nationale	22 21 28 71
Sapeurs pompiers	118 ou 22 21 67 06
Gendarmerie	172 ou 22 22 21 39
Police secours	117
Renseignement	119

ECHOS DU PAYS

Siège :
Agbalépédo

Récépissé
n°383/14/10/09/HAAC
13 BP 507
e-mail:
augustin.sizing@yahoo.fr
Maison de la Presse
Casier N°26

Directeur de Publication

Augustin M. SIZING
90 03 18 24
22 34 13 57

Rédacteur en chef

David SOKLOU

Equipe de rédaction

Augustin SIZING,
David SOKLOU,
Roger GBESSIA

Directeur Commercial

Ferdinand S.

Imprimerie

La Colombe

Infographie

Hugues AYIVI-BLIBO

2000 exemplaires

Politique :

Les Sages UNIR se réorganisent autour de Faure Gnassingbé

Le Mouvement des Sages du parti présidentiel, Union pour la République (UNIR), était en congrès en début de semaine à Kara. A la fin, le Pr. Charles Kondi Agba a été porté à la tête du mouvement par ses collègues pour les futures échéances électorales dans un contexte de crise politique où le parti est attendu sur plusieurs fronts.

Après le congrès pour la formation du bureau national tenu à Tsévié au début du dernier trimestre de l'année dernière, celui des jeunes et le mouvement des femmes, les sages du parti présidentiel se sont donnés aussi rendez-vous au palais des congrès de Kara pour le même objectif. Environ 2000 délégués ont pris part au congrès du Mouvement des Sages du parti Union pour la République (UNIR) sous le thème : « *Les sages UNIR, engagés pour la consolidation de la paix et la cohésion nationale* ». Congrès consacré au lancement officiel des activités du mouvement des sages UNIR. C'est le Pr. Kondi Charles Agba qui a eu l'honneur de diriger les débats. A l'ouverture des travaux, il a rappelé d'abord l'objet de la rencontre en ces termes : « Nous nous sommes réunis ici ce jour pour réfléchir ensemble et nous en-

richir mutuellement, sur la place qui doit être celle des anciens dans le quotidien politique de notre pays ». Plus loin, il a évoqué le sens que le parti présidentiel donne au terme « sagesse ». Pour lui, le terme « sagesse » est employé pour qualifier le comportement d'un individu qui montre « de la conscience, de la tempérance, de la prudence, de la sincérité et du discernement dans ses actes, le tout en s'appuyant sur un savoir-faire. Le sage enseigne par ses actes et non par ses paroles », a-t-il déclaré.

L'ancien Ministre a indiqué que le rôle des sages du parti UNIR est de participer à l'exercice d'une citoyenneté responsable et de promouvoir un regard positif sur l'action publique afin de renforcer la démocratie locale. Il a ensuite donné son appréciation sur le contexte actuel au plan national, mar-



qué par les dissensions politiques entre le pouvoir et l'opposition. Pour lui, l'attitude des responsables de la coalition ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui s'ils avaient des sages autour d'eux. Si l'opposition avait des sages en son sein, elle ne se mettrait pas à marcher à longueur de journée.

De son côté, le doyen d'âge du parti UNIR, représentant personnel du Chef de l'Etat à la rencontre, Joseph Ogamo Bagnah a pour sa part appelé les participants à aller à la recherche permanente du « juste et du parfait équilibre » entre les projets de société

du parti. Il a appelé les congressistes à faire preuve de maturité dans toutes leurs actions. Une maturité qui, selon lui, ne peut être conférée par l'expérience. Il a profité de l'occasion pour rappeler aux congressistes que l'UNIR est un nouveau parti qui a été mis en place à la suite d'un processus mesuré de fusion et de dissolution, ceci pour répondre à « l'ergonomie politique » de la mouvance présidentielle.

A l'issue des travaux en commissions, un bureau national du Mouvement des Sages du parti Unir a été mis en place.

Voici la composition du bureau national du MSU

Délégué national : Charles Kondi AGBA

1^{er} Délégué national adjoint : Agbo Yao Bloua

2^{ème} Délégué national adjoint : Alexis AQUEREBURU

Trésorier général : Lalle TANKPANDJA

T r é s o r i e r général adjoint : AMOUZOU DZAKE Akossiwa

Délégué aux affaires électorales chargé de la mobilisation : P'KLA Touh Eleou

Délégué chargé de la

communication et de l'information : GAFAN Raphaël

Délégué à l'administration et à l'organisation : TIGNOKPA Ayawavi

Délégué à l'administration et à l'organisation adjointe : Kolani Yentcharé Tchabinandi

Délégué chargé aux affaires associatives et culturelles : APOUJAK Maria Larba

Délégué chargé aux affaires socioéconomiques chargé des personnes âgées : Sayo N'DADIYA

Ce bureau aura pour mission de soutenir la politique de paix et de développement du Président de la République, Faure Gnassingbé.

Dans un contexte politique national marqué par les désaccords politiques entre pouvoir et opposition, l'on espère que le bureau des sages qui vient de se mettre en place pourra jouer sa partition pour un dénouement heureux et paisible de la crise, tout en prenant en compte l'intérêt supérieur de la nation.

Kokou AMENTI

Crise politique :

Des syndicats appellent à une prise de hauteur des protagonistes pour mettre fin à la crise

Selon quatre centrales syndicales, seul le dialogue pourra permettre au Togo de sortir de la crise dans laquelle il est plongé depuis plusieurs mois. Et pour cela, elles appellent à une prise de hauteur des différents protagonistes pour aller vite à une table de discussion afin de trouver un terrain d'entente aux désaccords politiques.



Les représentants des quatre centrales syndicales

Au cours d'une conférence de presse organisée au siège de la CSTT, les acteurs du monde socioprofessionnel se disent assez préoccupés par les soubresauts politiques actuels qui secouent le Togo depuis aout 2017.

Regroupés au sein de quatre organisations syndicales à savoir la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT), le Groupe des Syndicats Autonomes (GSA), la Synergie des Travailleurs du Togo (STT)

et l'Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo (UNSI), les travailleurs interpellent la conscience des acteurs politiques à travers la tenue d'un dialogue « franc, sincère, honnête et sans question tabou ».

« Depuis le 5 octobre 1990, soit depuis 27 ans, le Togo est englué dans une crise sociopolitique récurrente et à multiples rebondissements, dont les conséquences n'ont cessé d'être dramatiques pour le peuple togolais tout entier... C'est ainsi que les deux parties, pouvoir et opposition campent chacune sur leurs positions malgré les appels de chefs d'Etat de la sous-région, de personnalités diverses et de différentes confessions religieuses. Par ailleurs, des violences et provocations ont à certains moments émaillé les manifestations, avec l'apparition de miliciens armés et d'autres ont même perdu la vie... A l'analyse, la situation que vit le pays depuis plus de cinq mois, le conduit inexorablement, si l'on n'y prend pas garde à des

lendemains très difficiles. Le dialogue annoncé, en réponse à des médiations nationales et internationales, peine à se mettre en place, les protagonistes n'arrivant pas à s'accorder sur le format et les modalités dudit dialogue » regrettent ces organisations syndicales dans un communiqué rendu public mardi dernier. Ils estiment que la crise qui paralyse le pays pendant les journées de marches a commencé par avoir un impact négatif sur les activités économiques dans le pays faute d'un règlement définitif et risque à terme d'entraîner des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois. Face à cette situation inquiétante, les quatre organisations syndicales déclarent :

-d'interpeller le Chef de l'Etat, le gouvernement, le parti au pouvoir et la

coalition de l'opposition sur l'obligation expresse de réunir toutes les conditions nécessaires et de s'engager résolument et très rapidement dans un dialogue « franc, sincère, honnête et sans tabou » en vue d'un « dénouement satisfaisant de la crise.

-de mettre en garde la classe politique togolaise contre toute manœuvre tendant à enliser le Togo dans la phase actuelle d'une crise qui n'a que trop duré « au nom d'intérêts personnels, égoïstes et partisans, par des calculs basement politiques.

Pour finir, les travailleurs et travailleuses réaffirment et revendiquent leur droit à vivre et à œuvrer dans la paix, dans un Etat démocratique où toutes les conditions de l'exercice des libertés civiles et politiques sont garanties.

Roger GBESSIA

L'UEMOA veut outiller des cadres pour faire face aux pratiques anticoncurrentielles

Depuis ce lundi 05 janvier 2018 se tient un atelier régional sur « les techniques d'enquêtes et d'instructions en matière de concurrence. Une rencontre organisée par la Commission de l'UEMOA à l'intention de ses cadres de ceux des Etats membres de l'Union.

L'atelier vise à favoriser l'ouverture des marchés et à offrir de nouvelles opportunités de productivité et de création d'emplois dans les différents pays. La commission cherche ainsi à créer au sein des Etats, un marché commun en y instituant des règles communes de concurrence appli-

cables aux entreprises. Cette initiative vise à assurer une saine concurrence entre les acteurs économiques ainsi qu'à développer la compétitivité et l'esprit d'innovation des entreprises.

Deux interventions ont marqué l'ouverture officielle de la rencontre qui va durer trois jours. Le représentant résident de la commission de l'UEMOA au Togo, M. ASSOY Raymond, a tout d'abord invité toutes les structures nationales de concurrence à assurer la surveillance permanente du marché. Leur mission selon lui, est de collecter les données qui seront transmises sous



Photo de famille

forme de rapports trimestriels sur la situation de concurrence

Le mot d'ouverture a été prononcé par le Secrétaire

Général au ministère du commerce et de la promotion du secteur privé, M. Bamana Baroma. Celui-ci a rendu hommage à la

commission de l'UEMOA, laquelle ne ménage aucun effort pour le renforcement de l'intégration régionale à travers son département du

marché régional, du commerce et de la coopération. Selon le Secrétaire Général, le Togo est déterminé à accompagner la commission dans la mise en œuvre effective des textes réglementant la concurrence dans l'union pour une compétitivité plus marquée des économies des pays membres.

L'atelier de Lomé, qui fait suite à celui tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire en 2011, est organisé grâce au concours de l'Union Européenne, à travers le Programme d'appui à l'Intégration Economique Régionale et au Commerce (IERC).

Vincent KOUTAKO

Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) :

Fin des journées portes ouvertes sur une note de satisfaction

C'est sur une note de satisfaction qu'ont pris fin vendredi dernier, les journées portes ouvertes de l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC). Pendant trois jours, le public a eu l'occasion de mieux comprendre les différentes activités de l'ESMC qui est une entreprise de droit commercial spécialisée dans plusieurs domaines notamment le conseil en organisation des affaires commerciales, la recherche et le développement de logiciel et le commerce sur internet entre autres.



Le public en train de suivre une conférence

Ils étaient nombreux à effectuer le déplacement du siège de l'ESMC à Tokoin Wuiti à Lomé soit pour se renseigner ou pour faire les opérations de souscription pour soi ou pour tiers au compte marchand, canal qui permet non seulement de se connecter à la plateforme de l'Entreprise, mais aussi de participer aux différentes activités et de pouvoir entre autres bénéficier de bons de consommation de 30.000 F renouvelables chaque 30 jours.

« Les résultats visés sont atteints au regard du grand nombre qui a fait le déplacement depuis l'ouverture de ces journées portes ouvertes car après explication, ces visiteurs

partaient avec la joie que demain sera meilleur. Ces trois jours ont aussi permis d'informer ceux de l'intérieur du pays et de l'étranger », s'est félicité Ouro-Koura Abrazizou, commercial à l'ESMC. « Ceux qui ont cru que nos propositions sont utopiques, ont commencé par s'activer pour se faire inscrire. Ceci montre aisément qu'ils ont bien compris les activités proposées par l'ESMC », a-t-il ajouté.

Selon les informations, plus de 3.000 nouveaux adhérents ont pu se faire enregistrer au cours de ces journées portes ouvertes qui ont été placées sous le thème « Technologie ESMC/MCNP, quatre activités de la production com-

mune pour une réalisation effective des ODD ».

A la découverte des principales activités de l'ESMC

Selon les explications des promoteurs, la première activité sur la plateforme numérique de l'ESMC est la souscription au compte marchand qui est faite pour que dans l'éradication de la pauvreté, toute personne puisse être sur la plateforme à travers la souscription à un compte marchand qui permet de se connecter et de participer aux différentes activités de l'Entreprise. « Il est question avant tout de connecter chacun à un bon de consommation de 30.000 F renouvelable cha-

que 30 jours pas en argent en espèce mais en bons qui permettront de prendre des biens, produits et services disponibles sur la plateforme », explique Foudou BoukpeSSI, chargé d'affaire à l'ESMC.

La deuxième activité est relative aux achats et ventes en ligne contre OPI (Ordre de Prélèvement Irrévocable). Il s'agit de faire en sorte que chacun puisse disposer de la liquidité. Le compte étant l'activité génératrice de revenus sur la plateforme, permet à celui qui souscrit à cette activité, d'avoir un montant pour faire des achats au niveau de la centrale d'achat commune sur la plateforme, et de revendre au niveau de la centrale de vente commune sans que la personne soit

obligée de gérer la marchandise. Selon M. Foudou BoukpeSSI, un individu peut être à distance mais injecter un capital qui achète et qui revend en son nom sur la plateforme avec des retombées par voie d'OPI payable chaque 30 jours sur un compte bancaire.

La 3^{ème} activité est l'« achat-vente réciproque ». Elle s'adresse aux acteurs économiques qui peuvent être des producteurs, des transformateurs ou des vendeurs. Toute personne qui dispose des marchandises et produits a la possibilité de les mettre à la disposition des clients sur la plateforme pour la consommation. La plateforme, à en croire les responsables de l'Entreprise, fait en sorte qu'au

lieu de produire avant d'aller chercher le consommateur, c'est le consommateur qui est déjà là et il est demandé aux acteurs marchands de venir se mettre sur la plateforme pour satisfaire la demande, et par ricochet, éviter la mévente.

La quatrième et dernière principale activité concerne les prestataires de la production commune (diplômés et autres professionnels) qui peuvent venir souscrire et postuler sur la plateforme en qualité de prestataire.

Ces journées portes ouvertes étaient placées sous le thème : « Technologie ESMC/MCNP, quatre activités de la production commune pour une réalisation effective des ODD ».

David S.

L'AFD, l'UE et l'Allemagne financent le Togo à hauteur d'environ 38 milliards de FCFA

L'Agence Française de Développement, l'Union Européenne et l'Allemagne à travers la Banque Allemande de Développement (KfW) viennent de mettre à la disposition du Togo, un financement de 57,8 millions d'euros, soit 37,9 milliards de francs CFA sous forme de prêts concessionnels et de subventions pour la réalisation de deux projets de développement.

La signature des trois conventions de financement a été effectuée mardi dernier à Lomé entre le ministre Sani Yaya en charge de l'Economie et des finances et les représentants de ces partenaires financiers du Togo.

Ces apports financiers serviront à réaliser des projets relatifs à l'extension du réseau électrique dans le grand Lomé, à la réhabilitation 911 Km de pistes rurales dans les régions cotonnières et de café/cacao, et au renforcement des capacités des acteurs du secteur financier.

Le ministre Sani Yaya a au nom du Gouvernement exprimé sa gratitude aux différents partenaires avant de se réjouir de ce que ces financements permettront de soutenir les actions de développement du Gouvernement.

Pour sa part, l'Ambassadeur de France au Togo, Marc VIZY a indiqué que ces projets conjoints illustrent cette dynamique Européenne en action au profit du développement du Togo et du bien-être des populations.

La Rédaction

Université de Lomé :

Encore des échauffourées entre policiers et étudiants

Le Campus universitaire de Lomé a renoué mardi dernier avec les scènes de violence et d'affrontement. Des jets de pierres, des courses-poursuites, des arrestations et bastonnades, voilà en effet le spectacle qui a régné sous le soleil trébuchant de la mi-journée de ce 23 janvier sur le campus où étudiants et Police universitaire se sont affrontés pendant plus d'une heure d'horloge.

À l'origine des échauffourées, une assemblée générale du Mouvement pour l'Epanouissement de l'Étudiant Togolais (MEET) pour dit-on, analyser certaines dispositions adoptées par les autorités universitaires, et de décider par ailleurs de la conduite à tenir quant aux revendications en termes d'amélioration des conditions de vie et d'étude.

Cette assemblée générale ne pourra pas finalement aller à son terme. Au contraire, elle a très vite tourné en affrontement entre étudiants et forces de sécurité. « Nous avons commencé l'assemblée générale quand la Police est arrivée pour empêcher les membres du bureau du MEET de prendre place au niveau de l'Amphi 600 où

devra se poursuivre l'AG. Il y a eu quelques explications et des vas-et- viens et puis par la suite on n'a rien compris, ils ont commencé par nous disperser », témoigne un étudiant rencontré non loin de l'ESA (Ecole Supérieure d'Agronomie).

Pour manifester leur mécontentement, les étudiants ont commencé par riposter avec des jets de pierres. Ils seront alors poursuivis par la Police universitaire dont certains éléments se seraient au passage servis des casques de motos garées sous les arbres pour se protéger la tête. Certains étudiants arrêtés sont bastonnés. La tension est montée d'un cran quand des groupes d'étudiants ont essayé d'afficher leur détermination face aux éléments de

la Police universitaire.

Les étudiants sont poursuivis dans leur fuite jusqu'aux environs du CHU Campus et dans les champs de manioc en allant vers Lomégan. « Moi je suis juste de passage quand j'ai vu les gens courir. J'avais voulu me mettre de côté quand ils (les policiers, Ndlr) se sont jetés sur moi et ont commencé par me tabasser. Je leur disais que je n'étais pas dedans mais ils ne m'ont pas écouté », nous a confié un étudiant visiblement abattu, les larmes aux yeux. Un autre étudiant également tabassé a été évacué au CHU Camps selon les informations recueillies sur place.

Les échauffourées qui se sont poursuivies en dé-



but d'après midi ont fait plusieurs blessés et des arrestations notamment dans les rangs des étudiants.

Si les responsables de ce mouvement étudiant dénoncent l'usage excessif de la force par les agents de sécurité, les autorités universitaires chargent pour leur part les responsables du MEET qui n'aurait pas respecté les consignes en

ce qui concerne l'organisation de l'AG.

Selon des explications venant de la Présidence de l'Université, c'est en effet la volonté des responsables du MEET de vouloir tenir l'assemblée générale sur le balcon de l'amphi 600 avec délogement des étudiants et perturbations des cours qui a amené les forces de sécurité à intervenir puisque

selon la même source, la rencontre était prévue pour se tenir sur le terrain derrière l'amphi 20 ans. Les autorités universitaires expliquent en effet que les assemblées générales n'ont plus vocation à empêcher le déroulement des cours magistraux et les Travaux Dirigés (TD).

David

Economie :

Le climat des affaires davantage amélioré

Le gouvernement togolais s'est engagé depuis quelques années à améliorer le climat des affaires à travers la facilitation des formalités de création d'entreprises au Togo. Ceci, dans le but d'encourager les jeunes entrepreneurs et les investisseurs internationaux à se lancer dans les affaires au Togo.

En novembre 2017, le gouvernement avait pris en conseil des ministres, un décret portant création d'une cellule chargée de l'amélioration du climat des affaires au Togo. L'objectif selon le communiqué du gouvernement est d'« asseoir les conditions optimales de mise en œuvre efficace des réformes déjà opérées et celles à venir. » Une décision qui a pour mérite de faciliter les formalités de création d'entreprise au Togo. « Désormais, il est possible de créer une entreprise au Togo en 24h » avait confié à Sandra Lawson, Conseillère à la Présidence à nos confrères d'Freepress. Selon elle, cette réforme a motivé la mise en place de plusieurs dispositifs destinés à faciliter la création des entreprises en un temps record sans l'obligation d'un recours à un notaire.

Ainsi, sur le site du CFE, l'on peut désormais recueillir les informations relatives à la création d'entreprises et des renseignements sur les modèles de statuts que le demandeur

peut juste tirer et imprimer avant de poursuivre les autres formalités au CFE.

Ajouté à ces facilités, il ya également l'allègement du dispositif relatif à la publication des annonces légales en ligne. « Avant, il fallait publier dans le quotidien national Togo presse qui est seule institution habilitée par le gouvernement à le faire. En vue de faciliter la création d'entreprises, le gouvernement a autorisé le CFE par arrêté du ministère du commerce et du ministère de la justice, à publier les entreprises créées en ligne. De ce fait, les 62 000f qu'il fallait payer à Togo presse avant la publication de l'annonce, sont ramenés à 5000f sur le site internet du CFE et depuis novembre 2017, ce montant est passé à 1000f CFA » a indiqué Sandra Lawson.

De même, le capital minimum est revu à la baisse. Le capital minimum pour créer une entreprise au Togo était de un million de franc CFA. Mais avec les dispositions prises par l'Organisation pour l'Harmonisation en



Visite du PM au CFE

Afrique du Droit des Affaires (OHADA), le Togo a ramené ce capital à 100 000f CFA en 2014. « On est passé d'un million à cent mille francs CFA, et depuis le 13 décembre dernier, le gouvernement a adopté en conseil des ministres, un nouveau décret qui libéralise le capital minimum. Il est désormais possible de créer son entreprise SARL par acte sous seing privé avec seulement 29.225 f CFA sans avoir recours au notaire, avec un montant du capital social librement déterminé par les associés dans les statuts est sans paiement de droits d'enregistrement et timbres. Les opérateurs éco-

nomiques ont désormais la possibilité d'effectuer toutes leurs opérations en un seul lieu qui est le CFE grâce au système de paiement transformé en un système intégré de

guichet unique » a fait savoir la chargée de la cellule, Sandra Lawson.

Le guichet unique est créé pour accélérer le processus. « Avant, il fallait se rendre au guichet de la

banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) pour le règlement des frais avant de poursuivre le processus. Désormais, avec les nouvelles réformes opérées par le gouvernement, c'est l'agent du CFE qui prend tous les documents, qui s'occupe du paiement et en 24h, le demandeur crée son entreprise » nous renseigne Mme Sandra Lawson.

Ces facilités accordées aux entrepreneurs visent à rendre le Togo plus attractif et compétitif aux yeux des investisseurs étrangers. Avec ces réformes, l'on espère que la création des entreprises connaîtra une croissance et permettra au Togo de décoller sur le plan économique.

Roger GBESSIA

Démarrage ce jeudi des journées de promotion du civisme fiscal de l'OTR

L'Office Togolais des Recettes (OTR) organise à partir de ce jeudi 25 janvier sur l'esplanade du Palais des Congrès de Lomé, des journées de promotion du civisme fiscal. Pendant trois jours, le grand public aura l'occasion de découvrir tout le dispositif de fonctionnement l'OTR. Les opérateurs économiques auront également l'opportunité de se faire établir séance tenante, la carte d'opérateur économique et le quitus fiscal. Egalement au programme, des expositions, des rencontres B to B, une démonstration de l'unité motorisée de l'OTR et la remise de prix aux meilleurs contribuables.

La Rédaction

L'internet haut débit désormais disponible dans les universités publiques du Togo à travers « wifi campus »

Les autorités de l'Université de Lomé poursuivent leurs actions pour un cadre d'étude plus propice au campus. Après la construction et la rénovation de quelques amphithéâtres, elles ont réalisé enfin le projet « Wifi Campus », un projet qui connaît des difficultés depuis 2011. Depuis le 18 janvier 2018, c'est chose faite. Le campus de Lomé est doté d'une connexion internet haut débit grâce à la société de téléphonie mobile Togo Cellulaire qui a signé une convention avec l'Université de Lomé. C'est le ministre en charge de l'économie numérique Mme Cina Lawson qui a officiellement lancé le « Wifi Campus » en présence des autorités universitaires. Le Réseau « WiFi Campus » va permettre à 70 000 étudiants, professeurs et personnels administratifs des campus universitaires de Lomé et de Kara, ainsi qu'aux 2000 médecins et personnels soignants des centres hospitaliers universitaires du Togo, de profiter des avantages de l'internet haut débit dans leur travail quotidien. Cette connexion permettra aux étudiants de compléter leurs cours par des recherches personnelles dans la quiétude. Travailler au développement du pays exige d'accorder à la jeunesse des conditions d'études dignes des meilleurs standards internationaux. Le projet « Wifi Campus » est une véritable opportunité à la jeunesse ainsi qu'au monde éducatif et hospitalier d'avoir des moyens nécessaires à des études de qualité. Le développement du Togo passe par des formations complètes et exigeantes pour la jeunesse togolaise. Les autorités universitaires ont à cœur d'une part de faciliter l'accès à l'outil informatique et à internet et d'autre part,



Les autorités s'essayant au wifi

renforcer la communication entre professionnels de l'éducation, chercheurs, enseignants et étudiants. Elles ont également le souci de développer l'enseignement à distance dans les universités publiques, de permettre à chacun de profiter des services e-learning, des outils de recherche, des bibliothèques virtuelles, des services de visioconférence et l'amélioration des relations scientifiques entre le Togo et les autres pays.

Finalement c'est la deuxième tentative qui est la bonne parce qu'une première tentative en 2011 avait échoué. Il était prévu une couverture de l'enceinte des universités censée donner accès à internet à 57 000 étudiants, mais les réseaux installés à l'époque n'ont pas fonctionné conformément aux attentes de l'Etat et des usagers. Un audit a été alors commandé par les autorités universitaires pour détecter clairement les problèmes pour des solutions idoines. Il s'est révélé une capacité internet

par utilisateur très faible en cas de connexion simultanée de plusieurs étudiants, une quantité importante de points d'accès wifi qui ne fonctionnent plus, par défaut d'entretien. Cela réduisait de façon très significative la couverture wifi. A noter également des interférences entre les points d'accès wifi, l'absence de protection des équipements installés contre le vol, les surtensions et l'humidité et un défaut de maintenance du dispositif installé. C'est donc à partir de ce constat, que les autorités universitaires avec l'appui du gouvernement ont décidé de mettre à niveau l'ensemble des réseaux installés, pour permettre aux étudiants, aux personnels administratifs et hospitaliers de disposer d'un réseau public très haut débit et d'accéder ainsi aux contenus disponibles dans les plus grandes universités du monde. Les universités publiques à savoir celle de Lomé et de Kara, le CHU Campus de Lomé, le CHU Sylvanus Olympio et celui de Kara sont con-

cernés par cette connexion internet haut débit. Pour garantir une connexion optimale, 600 modems ont été répartis à l'intérieur comme à l'extérieur des 121 bâtiments des campus. Les usagers auront

donc accès à un débit d'au moins 1GB/S par bâtiment. Mais il faut vraiment que les étudiants utilisent cette connexion haut débit pour les recherches et éviter de l'utiliser pour les futilités. On sait comment les

jeunes sont actifs sur les réseaux sociaux. Il faut également que cette connexion soit effective, il ne sert à rien de lancer le projet en grandes pompes et après quelques jours, semaines ou mois les étudiants n'ont plus l'internet. La connexion internet haut débit à travers « Wifi Campus » vient allonger les réalisations aux campus de Lomé. Il faut signaler une autre convention signée entre la société Fan Milk et l'Université en décembre dernier sur une période de 10 ans. Cet accord, vise à développer des passerelles d'échanges d'expertise académique et d'opportunités d'insertion professionnelle entre l'Université de Lomé et la société Fan Milk Togo. Cette société va surtout offrir aux étudiants les plus démunis des sources de revenus par la vente des produits Fan Milk, ce qu'on appelle « Job Etudiant » qui n'existait pas vraiment au Togo.

M. Mazé

Le projet « graine du Togo 2018 » pour la relance du football togolais

Le sélectionneur national du Togo le français Claude Leroy relance le football togolais depuis la base, c'est à travers un projet dénommé « Graines du Togo 2018 ». Un projet lancé officiellement le mercredi 17 janvier à Lomé. Cette initiative permettra de dénicher des jeunes talents cachés sur l'ensemble du territoire, afin de disposer d'une cartographie des joueurs et joueuses potentiellement doués pour la pratique du football de haut niveau, selon le coach des Eperviers. L'entraîneur français aura l'appui du chef de l'Etat, du ministère en charge des sports et de la

Fédération Togolaise de Football. L'initiative consiste à un concours à l'endroit de jeunes joueurs et joueuses de football à travers 10 ateliers et une phase de jeux. Comme épreuves physiques, il y aura, la vitesse 20 m, vitesse 40 m, vitesse navette, détente et lancer de poids.

Il est prévu également des tests techniques, tactiques et mentaux. Sont concernés par ce concours des jeunes filles footballeuses de 15, 16, 17 et 18 ans et des jeunes footballeurs de 12, 13, 14 et 15 ans. Ladite compétition se déroulera en trois phases à savoir la phase préfectorale du 20 au 27 janvier et le 10 février, la phase régionale le 24 février et du 03 au 10 mars et la grande finale, le 22 avril 2018. Selon l'initiateur de ce projet les deux premiers (garçon et fille) à l'issue du concours, participeront en compagnie de leur encadreur respectif à la finale de la Ligue des champions de l'UEFA 2018.

Voilà une initiative qui permettra de créer une pépinière pour le football togolais et de relancer les compétitions de jeunes qui n'existent plus depuis des années dans l'agenda de la fédération. Le football togolais a véritablement besoin de cette initiative

pourvu qu'elle apporte les fruits escomptés. Ailleurs dans les autres pays, c'est comme cela que les footballeurs ont été formés et font la fierté de ces nations aujourd'hui. Ce travail revient normalement aux différents clubs des championnats qui existent au Togo. Chaque club devrait disposer d'une pépinière où les joueurs sont formés et sont intégrés à l'effectif du club.

Malheureusement les clubs togolais se contentent des joueurs déjà finis ou des joueurs fatigués des championnats de la sous région. Parfois le même joueur fait le tour de tous les clubs du Togo. Les dirigeants de club courent derrière les mêmes joueurs, ils sont incapables de former les jeunes et de les utiliser après. C'est vrai que c'est un travail de longue haleine parce que ce n'est pas évident d'entretenir un joueur dès le bas âge jusqu'à l'âge mature pour commencer par l'exploiter. Mais quand on veut faire du football, il faut passer par ce chemin. La FTF devrait suivre ce travail du « Sorcier Blanc » pour s'en servir après. A partir des résultats qui seront obtenus il faut que la FTF lance véritablement les

Suite à la page 7

ECHOS Civisme :

Tâchons de respecter les biens publics !

A partir du moment où les biens publics appartiennent à toute la communauté, il est du devoir pour tous les citoyens de les respecter. L'importance des biens publics implique leur protection et leur bonne utilisation ou gestion.

Il est regrettable de constater que lors des manifestations, des gens s'en prennent à ces édifices et autres biens publics. Il importe de savoir que le respect des biens publics est une preuve de citoyenneté responsable. Beaucoup pensent à tort que la citoyenneté se définit uniquement par la possession de la nationalité et de certains droits civiques et politiques.

Mais, il est important de savoir que l'exercice de cette citoyenneté passe aussi et surtout par le respect des biens publics et les symboles de la République comme le drapeau national ou encore l'hymne national.

La citoyenneté se définit également en effet par des valeurs parmi lesquelles, la civilité : il s'agit d'une attitude de respect, à la fois à l'égard des autres citoyens, mais aussi à l'égard des biens et lieux publics à l'image des places publiques, des voies de communications, de la plage ou encore des transports en communs entre autres.

La Rédaction

Insécurité routière :

5181 cas d'accidents, 580 morts, 8124 blessés en 2017, des chiffres très inquiétants !

Les accidents de la route ont fait en 2017, un total de 580 morts, selon un bilan dressé la semaine dernière par le Ministre de la sécurité et de la protection civile Colonel Damehame Yark et son collègue Ninsao Gnofam en charge des infrastructures et des transports en présence des représentants des syndicats des transporteurs et des auto-écoles agréées.

Le bilan est encore lourd cette année où il a été enregistré par les services de sécurité, 5.181 cas d'accidents avec 580 morts et 8.124 blessés, malgré les efforts notamment en termes de sensibilisation. Ce qui est plus

inquiétant selon les autorités est que les chiffres vont en grandissant puisqu'en 2016, il a été enregistré 514 morts et 6.846 blessés contre 473 morts et 3 871 blessés en 2015.

Seulement au cours du second semestre de 2017, les accidents ont occasionné 2622 cas d'accidents de circulation, 3379 blessés et 265 morts. Selon le ministre Yark, les engins à deux roues sont identifiés être beaucoup plus impliqués dans les accidents à une inquiétante proportion car sur un total de 5008 engins impliqués dans ces accidents, les motos sont au nombre de 3137. « Malgré le professionnalisme dont

font montre les forces de sécurité, les cas d'accident de circulation demeurent une question préoccupante », a-t-il fait savoir.

Les causes évoquées pour les cas d'accident sont toujours les mêmes : les excès de vitesse, les défauts de maîtrise des engins, le non respect des feux de signalisation, les conduites en état d'ivresse et les mauvais dépassements entre autres.

Les ministres Yark et Gnofam ont encore saisi une fois l'occasion pour inviter les usagers de la route à plus de prudence et surtout au respect scrupuleux des dispositions du code de la route. « Les



sanctions seront beaucoup plus sévères cette année », a indiqué le mi-

nistre de la sécurité qui annonce au passage, l'effectivité du test d'alcoo-

lémie à compter de cette année 2018.

Kossi D.

Libéria

Weah désormais face aux défis

Investi lundi dernier devant une foule de 35.000 personnes dans une liesse populaire, Georges Weah en sa qualité de nouveau président démocratiquement élu, a promis d'œuvrer pour le renforcement des acquis démocratiques, la question du développement économique, la lutte contre la corruption et de construire un Libéria « d'égalité, de liberté, de dignité et de respect ». Une manière de dire qu'il mesure les attentes des populations et comprend qu'il fait désormais face à plusieurs défis à relever.

« Dans ma vie, j'ai passé beaucoup de temps dans des stades de football. Mais aujourd'hui n'est pas un jour comme les autres. Je peux vous garantir que cette fois-ci il n'y aura ni gagnant, ni perdant. » A peine ces mots lancés, et la clameur s'est emparée du grand stade Samuel Kanyon Doe de Monrovia. Une joie qui a résonné en écho dans les rues de la capitale libérienne où plusieurs milliers de ses fans, militants et sympathisants se réjouissaient pour la montée au trône de leur leader. Pour la présidente sortante, Mme Ellen Johnson Sirleaf, présente à la cérémonie, l'investiture « implique la continuité et aussi une réponse aux défis ».

Présents à cette cérémonie grandiose, des chefs d'Etat, environs une quinzaine dont le togolais Faure Gnassingbé, président en exercice de la CEDEAO, Macky Sall, Alpha Condé, Nana Akufo Ado, Alassane Ouattara ou encore Ali Bongo et d'autres anciens collègues du monde sportif dont le camerounais, Samuel Eto'o, l'ivoirien Didier Drogba et bien d'autres. Debout devant une foule estimée à 35.000 personnes, la superstar du pays a prononcé ses premiers mots de président dans une ambiance euphorique. « Cette cérémonie marque



George Weah, président du Libéria

le passage à témoin d'un gouvernement démocratiquement élu à un autre, mais aussi d'une génération à une autre. Cela confirme que la démocratie existe au Libéria. Soyez sûrs que cela va continuer » a-t-il promis, rassurant ainsi la foule que les années de guerres sont passées défensivement derrière eux.

Dans un pays marqué par deux sanglantes guerres civiles qui ont fait plus de 150 000 morts, et récemment malmené par l'épidémie d'Ebola, l'accession au pouvoir de cet ancien footballeur suscite assez de curiosité mais surtout d'énormes attentes auprès des populations. Beaucoup nourrissent l'es-

poir d'un véritable changement dans leur vie quotidienne, notamment en matières d'éducation, et de santé sans oublier la transformation d'une économie en récession et encore largement dépendante du caoutchouc et du minerai de fer et la réponse aux espoirs d'emplois des jeunes qui l'ont porté au pouvoir figurent parmi les premiers défis du nouveau président. Dans son premier discours, le nouveau président s'est engagé à construire un « nouveau Libéria », pays d'égalité, de liberté, de dignité et de respect. Il s'est aussi engagé à combattre la corruption, l'un des maux qui gangrènent l'économie du pays. Outre ces défis,

l'homme âgé de 51 ans a aussi promis d'œuvrer pour l'ouverture du Libéria aux autres pays du monde. Dans cette perspective, il a appelé ses concitoyens à l'aider dans cette tâche et insisté sur les liens entre son pays et ses partenaires étrangers, notamment américains, européens, chinois et africains.

Mais une chose est sûre, la période de grâce va rapidement passer comme cela a toujours été le cas en politique et surtout dans les pays où la démocratie est suffisamment avancée. Les défis étant énormes à relever, Mister Georges devra aller vite aux choses sérieuses. Déjà, il a commencé par dévoiler dans la journée de mardi, les noms des minis-

tres qui devront composer son premier gouvernement (des noms que le sénat devra confirmer dans les prochains jours). Et selon plusieurs observateurs de la vie politique du Libéria, seules la rigueur et la lucidité peuvent l'aider à combler les attentes. « Weah va maintenant devoir faire preuve de lucidité et d'une grande humilité. Il doit prendre conscience de ses propres limites et chercher des conseillers techniques de haut niveau. S'il veut bien gouverner, il devra savoir bien s'entourer, et dans le même temps se méfier de tous ceux qui chercheront à le manipuler », a estimé Mathias Houngbè, politologue spécialiste du Libéria.

Si Ellen Johnson

Sirleaf est parvenue à maintenir la paix après quatorze ans de guerres civiles, elle laisse un pays en grande difficulté économique. Les problèmes d'ordre sanitaires, éducatifs, ceux liés à la question de l'emploi des jeunes, doublés avec la chute des prix des matières premières sont autant d'équations à résoudre par l'ex sénateur.

Georges Weah succède ainsi à Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue chef d'Etat en Afrique en 2005, qui quitte le pouvoir après deux mandats de six ans. Il est attendu dans une semaine à Addis Abeba dans la capitale éthiopienne pour le 30 ème sommet de l'Union Africaine.

Roger GBESSIA

Le projet «graine du Togo 2018» pour la relance du football togolais (suite de la page 6)

championnats des jeunes pour que le Togo participe aux compétitions africaines et internationales.

L'autre dimension de l'initiative de Claude Leroy c'est le rajeunissement de l'équipe nationale. Il faut que dans 5 ou 10 ans les Eperviers du Togo reçoivent du sang neuf. Tous les joueurs actuels doivent forcément laisser la place à la nouvelle génération. Et les nouveaux joueurs ne seront pas recrutés dans la nature.

C'est justement à travers un travail de base qui va payer demain. En principe c'est parce que le Togo manque de joueurs talentueux que certains

cadre ont encore de la place en sélection. Ils devraient se retirer d'eux-mêmes face à la concurrence. Si l'équipe cadette du Togo qui avait participé à la CAN en 2017 au Togo avait été entretenue et suivie, beaucoup de ces joueurs feraient la fierté du Togo aujourd'hui. Ces jeunes sont laissés à eux-mêmes juste au lendemain de la coupe du monde de la catégorie à laquelle le Togo avait pris part. Seuls Prince Ségbéfi et Atakora Lalawélé ont pu résister au temps. Aujourd'hui on sait leur apport aux Eperviers.

Si les moyens sont mis dans ce projet qu'est en train de développer

Claude Leroy et qu'un encadrement judicieux est fait, il n'y a pas de raison que dans quelques années le Togo manque de joueurs de qualité pour affronter les géants du continent. Mais il faut vraiment déjà mettre en place une politique pour le suivi des résultats auxquels il va parvenir. Il est temps que le Togo fasse comme les autres nations dont le Ghana à côté qui a vraiment une politique de formation de jeunes talents. Aujourd'hui rien n'est sûr que l'ambition du Togo pour la coupe d'Afrique de 2019 soit réalisée quand on jette un regard sur l'effectif des Eperviers.

Mathieu M.



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg